« Tracer » pour mieux soigner ? La mise en garde de Jean Tirole

Propos recueillis par Clément Lacombe – extrait de l'Obs, 23-29 avril 2020, n°2894, p.55-57

Avant même l'épidémie, le prix Nobel d'économie 2014, Jean Tirole, avait commencé à s'intéresser aux outils de surveillance numérique des individus. Tout en approuvant leur usage contre le Covid-19, il en souligne les risques vertigineux pour les libertés publiques.

J.T.: (...) La technologie en soi, n'est pas nécessairement mauvaise, au contraire. Elle peut éviter ou résoudre bien des crises. Et on le voit aujourd'hui avec le coronavirus : associées à des tests systématiques, les techniques de traçage des individus contaminés, pour s'assurer du respect du confinement ou retrouver à posteriori les personnes avec lesquelles ils ont interagi, semblent être une des pistes les plus prometteuses pour sortir du confinement et endiguer l'épidémie. Mais cette surveillance pose de vertigineuses questions en matière de libertés publiques. Comment s'assurer que les pouvoirs publics n'utiliseront pas les données de géolocalisation ainsi récoltées pour d'autres objectifs ? Qu'un régime autoritaire ne s'en servira pas à des fins de surveillance politique ?

L'on discute actuellement d'un tracking respectueux des libertés individuelles, par exemple en indiquant à l'utilisateur qu'il a été au contact d'une personne contaminée, mais sans dire qui, ni où, ni à quel moment. Mais quid des individus n'utilisant pas le Bluetooth ? De ceux qui, potentiellement contagieux, ne respectent pas le confinement ? Pour aller plus loin, il faut un vrai débat public sur l'analyse coût-bénéfices de telles décisions, qui me semblent par ailleurs raisonnables. Et surtout un cadre normatif clair pour éviter que les dérives possibles ne deviennent réelles. Il aurait fallu avoir ce débat plus tôt : les mondes politiques comme intellectuels sont en retard et il n'est jamais bon de prendre des décisions aussi importantes dans l'urgence du moment... D'où l'intérêt d'anticiper ces problématiques, et même de faire ce que j'appelle de la « science-fiction sociale ».

C.L.: Vous vous êtes penché sur ces questions numériques à travers la notation sociale...

J.T.: Dans mes travaux récents, je parle de risque de « dystopie digitale ». C'est le système chinois de notation sociale qui m'a amené à me pencher sur ce modèle. Mais il ne faudrait surtout pas réduire ces questions à la seule Chine, même si c'est là que la pratique est la plus avancée. Dans le système chinois aujourd'hui expérimenté dans certaines provinces et qui doit être étendu à tout le pays en 2020, chaque habitant se voit attribuer une note en fonction de l'analyse d'un très grand nombre de données, avec jusqu'à près d'un millier de paramètres sur son comportement, son attitude, son respect des règles, de ses engagements... En fonction de sa note, un citoyen pourrait voir sa vie facilitée ou au contraire compliquée, par exemple pour voyager, trouver un emploi, obtenir un crédit, entrer dans une université... Le modèle chinois est encore à un stade expérimental et reste aujourd'hui populaire dans le pays, notamment parce qu'il peut pousser les gens à avoir un comportement plus vertueux ou plus soucieux des autres, mais on voit bien les questions sous-jacentes qu'il pose.

C.L.: Plus précisément?

J.T.: Certains critères pour déterminer une note peuvent être raisonnables, objectifs et communément admis comme bénéfiques pour la société : rembourser ses dettes, ne pas frauder le fisc, avoir un comportement respectueux de l'environnement, du Code de la Route ou de la loi... Mais d'autres sont très facilement manipulables, subjectifs, ou peuvent être liés à des comportements qui ne sont pas admis par la majorité des individus et le pouvoir central : par exemple vos opinions politiques, votre religion, les commentaires que vous laissez en ligne, le fait de relayer ce qui est considéré comme des fake news... Le danger, c'est évidemment que fassent partie de votre notation sociale des critères qui sont manipulables et subjectifs ou bien divisent la société comme l'orientation sexuelle : cela obligerait les individus à se conformer aux attentes de la puissance publique ou de la majorité. On n'ose imaginer ce que pourrait faire un régime autoritaire ou populiste d'un tel système! A quel point la vie quotidienne des individus, et notamment des minorités, pourrait s'en trouver entravée, pour travailler, se déplacer, étudier! Sans oublier que des évènements comme les révoltes populaires auraient encore plus de mal à naître. Parce que la notation sociale pourrait se fonder sur la reconnaissance faciale et l'intelligence artificielle pour promouvoir la « culpabilité par association ». De la même manière que le tracking va enregistrer vos interactions sociales pour freiner la propagation du Covid-19, on peut imaginer que les systèmes de notation sociale pourraient intégrer dans leurs critères les relations sociales de la personne, et donc la pousser à ne pas fréquenter des individus mal notés pour ne pas l'être à son tour. Voilà comment nourrir l'ostracisme et tuer toute résistance à un régime autocratique (...)

C.L.: Nos démocraties semblent quand même loin de tels comportements!

J.T.: Attention à ne pas croire les démocraties à l'abri de telles dérives, il est toujours possible de glisser d'une démocratie à une démocratie illibérale, puis à un régime autoritaire. C'est pour cela qu'il faut réfléchir dès maintenant à la notation sociale, comme on aurait dû le faire avant la crise épidémique pour le traçage des relations sociales. Il faut des remparts juridiques, des garde-fous constitutionnels. Sinon, à travers ce genre de système, une majorité pourra toujours imposer ses choix à une minorité. Mais il y a aussi un autre risque : de la même façon que les pouvoirs publics peuvent utiliser la notation sociale pour contrôler les citoyens, on peut imaginer des plateformes numériques privées qui emploieraient des moyens comparables pour façonner l'image de leaders politiques. Par exemple en manipulant leur image, et en pénalisant ceux qui pourraient avoir des programmes contraires aux intérêts de ces plateformes, comme sur l'antitrust.

C.L. : La notation sociale existe déjà : quand quelqu'un prend un Uber, il est noté par le chauffeur et note lui-même le chauffeur...

J.T.: Oui, le phénomène n'est pas nouveau : les registres de crédit, qui recensent les bons et les mauvais payeurs, en sont par exemple l'ancêtre. Les notations ont permis le développement du commerce en ligne (eBay, Amazon) et des plateformes du secteur hôtelier (Airbnb) ou de mobilité (Uber). Ce qui est nouveau, c'est l'agrégation et l'analyse de données, pour aboutir à une seule note prenant en considération tous les aspects de votre vie. Et le fait que le coût d'acquisition, de stockage et d'analyse des données se soit effondré. Vos e-mails, vos appels téléphoniques, vos interactions sociales peuvent être enregistrés numériquement et analysés grâce à l'intelligence artificielle ou à la reconnaissance faciale. Voilà pourquoi, à supposer que nous acceptions le principe d'une notation sociale – un autre débat à engager ! -, il faut réfléchir, débattre, et établir quelques règles strictes. D'abord décider que les systèmes de notation sociale ne doivent pas intégrer des éléments pouvant alimenter l'ostracisme, les discriminations ou le chantage. Mais aussi qu'ils doivent reposer uniquement sur des comportements individuels indubitablement dans l'intérêt de la société. Il faudrait aussi que les citoyens sachent comment ces notes sont fixées et puissent, en cas d'erreur, les faire rectifier. Enfin, il faut que chacun puisse avoir le droit, au bout d'un certain temps, de faire oublier ce qu'il a pu faire dans le passé. Ne pas être marqué à vie (...) »

Black Mirror: Nosedive, la déshumanisation du futur

18 juin 2018 - https://nospensees.fr/black-mirror-nosedive-la-deshumanisation-du-futur/

Black Mirror est l'un de ces bijoux de la télévision qui, au lieu de nous hypnotiser et de nous faire oublier le monde qui nous entoure, nous pousse à être plus critiques sur notre réalité quotidienne. Ce n'est pas une série en tant que telle, il n'y a pas de connexion entre les épisodes. Nous ne sommes pas obligés de la regarder dans l'ordre et elle ne nous oblige pas à effectuer un marathon d'heures parfois difficile à digérer.

Aujourd'hui, nous allons évoquer un épisode de la troisième saison nommé Nosedive. Bien que futuriste, cet épisode nous rappelle énormément le monde dans lequel nous vivons. C'est quelque chose de normal dans Black Mirror puisque son créateur, Charlie Brooker, indiqua a plusieurs reprises que son inspiration ne vient pas de la fiction, mais bel et bien de notre propre contemporanéité.

Nosedive nous rappelle énormément l'invasion des réseaux sociaux que nous subissons actuellement et nous permet de prendre conscience du danger et de l'irréalité dont ils peuvent faire preuve.

Bryce Dallas Howard y joue le rôle de Lacie. Nosedive nous présente un monde parfait où il n'existe pas de gris et où toutes les couleurs sont pastel, des vêtements aux meubles des logements. Tout est merveilleux et idyllique dans ce futur pas si lointain. Cependant, de la même manière que le fond les réseaux sociaux, ce monde cache un visage très très amer.

Lacie est le personnage principal de cette histoire, de cet écosystème dans lequel les personnes sont notées par leur popularité sur une application semblable à Instagram. Un 0 est la note la plus faible et un 5 la note maximale. Grâce aux valorisations des autres et au réseau de contacts, on peut obtenir un meilleur poste de travail, acheter un appartement et obtenir d'autres bénéfices. Que se passerait-il si nous prenions totalement au sérieux ce que nous voyons sur Instagram ? Que se passerait-il si nous commencions à classer les personnes en fonction de leur popularité sur les réseaux sociaux ?

Black Mirror, une fois de plus, nous rappelle le visage le plus caché de notre monde. Cela nous positionne devant une vérité que nous connaissons mais que nous semblons ignorer. Si vous n'avez pas vu l'épisode, il vaudrait mieux cesser votre lecture. En effet, certains spoilers vont être faits pour traiter des thèmes les plus importants.

Black Mirror: Nosedive, derrière la perfection

Quotidiennement, nous consultons Facebook, Instagram, Twitter... Chacun a ses préférences, mais il est impossible de dire que les réseaux ne se sont pas convertis en peu de temps en une partie de nos vies. Ils sont l'image que nous souhaitons donner au monde, ce que nous aimerions être, mais que nous ne sommes pas : le meilleur visage de notre vie quotidienne.

Dans Black Mirror, l'application étoile permet de noter les gens, de la même manière que les likes sur Instagram. La différence est que les points sont des points sociaux qui fonctionnent au-delà des réseaux et qui déterminent votre vie en réalité.

Lacie est une jeune populaire bien qu'elle n'appartienne pas à l'élite. Elle a un bon travail mais sa vie pourrait être un peu mieux. Elle est complètement accro au réseau et tente constamment d'attirer l'attention d'une ancienne amie d'enfance, Naomi, une jeune magnifique dont la vie est parfaite et qui est sur le point de se marier.

Les notes peuvent être publiques ou anonymes et la répercussion d'une mauvaise note peut être dévastatrice. Pour cette raison, tous les habitants de ce monde tentent de se comporter en respectant les normes, en étant aimables et en semblant être « parfaits ».

Pensons un instant à Instagram, sur les comptes que nous suivons, les plus populaires...sont remplis d'un faux bonheur, d'une beauté douloureusement parfaite. Que se passerait-il si nous transférions tout cela à la vie réelle ? Nous pouvons tester une infinité de filtres pour être beaux sur les photos, nous pouvons mesurer une chose que nous publions, mais nous ne pouvons pas plaire à tout le monde au quotidien.

Nosedive tente de transférer les codes de nos réseaux sociaux au monde réel où nous agirions donc uniquement avec fausseté pour tenter de plaire et de montrer notre meilleur visage. Les likes que nous recevons sur Instagram ou Facebook nous serviraient donc à déterminer notre position sociale.

Dans Black Mirror, tout le monde agit correctement avec les autres, avec une cordialité qui dérange car nous savons qu'au fond elle n'est pas réelle, c'est de l'égoïsme pur. Il ne s'agit pas de plaire ou d'aider, mais juste d'améliorer son image propre.

Naomi propose à Lacie d'être sa demoiselle d'honneur pour son mariage. Lacie accepte sans aucun doute, malgré les avertissements de son frère qui lui rappelle que Naomi l'a fortement blessée par le passé. Lacie a besoin d'aller à ce mariage car il sera rempli de personnes ayant des notes élevées et elle pourra ainsi atteindre le 4,5 dont elle a besoin pour financer l'appartement qu'elle souhaite.

Naomi pour sa part n'invite pas Lacie car c'est une bonne amie ou pour partager des souvenirs d'enfance, mais car elle pense qu'il pourrait être intéressant de faire venir une amie du collège avec un 4,2. Personne n'agit avec vérité, personne ne pense aux autres, le « moi » est le seul à exister, en collaboration avec l'image que je projette de « moi »

Cesser d'être esclaves

Cette préoccupation extrême pour l'image, pour la projection de nous envers le monde nous rappelle énormément notre réalité. Nosedive n'est finalement pas improbable et cela nous rappelle certainement des situations que nous avons expérimentées.

Nous souhaitons tous partager des images d'un repas succulent, d'une nuit merveilleuse avec des amis, d'un voyage inoubliable, d'un simple café en terrasse... Nous analysons absolument tout ce que nous publions, nous pensons aux personnes qui le verront et à l'avis qu'elles en auront.

Nous vivons dans un monde qui chaque jour est moins humain et plus technologique, mais heureusement nous conservons le contact, la relation quotidienne avec nos collègues et amis et nous avons un petit espace où nous pouvons être nous-mêmes.

Nous savons tous ce que nous souhaitons être, certains même font de l'imitation. Mais est-ce vraiment ce que nous souhaitons ? Au fil de l'épisode nous nous rendons compte du fait que la personnalité de Lacie est totalement conditionnée, elle ne choisit pas sa nourriture, mange ce qui est socialement bien, n'aime pas le gâteau qui vient avec son café mais fait comme si. Ce conditionnement, cette nouvelle façon d'agir et la fausseté extrême dont font preuve les personnages font qu'ils sont incapables de gérer un conflit, de dire ce qu'ils pensent par peur de baisse de leur note.

Black Mirror nous immerge magistralement dans une danse de masques contemporains, de filtres de la vie réelle, où tout est pastel, tout est d'apparence parfaite, mais personne n'est réellement heureux. Personne ne peut-être si heureux, personne ne peut être toujours content et personne ne peut aimer tout le monde.

Cet Instagram extrême, associé à l'invitation au mariage rendront Lacie obsédée par la popularité. Un fait qui sera dérangé par une série d'imprévus qui pousseront Lacie à montrer son vrai visage, à laisser son masque de côté et à être humaine.

Le fait d'avoir des sentiments est humain, tout comme le fait de ne pas penser comme son voisin ou d'exprimer sa colère. Mais dans ce monde si parfait, l'humain n'a pas sa place. La chute de Lacie n'est rien de plus qu'une libération, elle finit en prison mais elle est libre.

Ce ne sont finalement pas les murs qui l'oppressent, c'était en fait la société. Une fois en marge de celle-ci, elle peut enfin crier, enfin être elle-même. La scène finale dans laquelle Lacie « a perdu la tête », lorsqu'elle se rend compte qu'elle n'a plus de téléphone et qu'elle entre dans un échange de cris avec son voisin de prison est une scène libératrice, laissant place à l'espoir. Il n'y a rien de plus emprisonnant que soi-même, il n'y a rien de plus esclavageant qu'un monde déshumanisé.

Black Mirror: pourquoi le rating ne devrait pas (complètement) vous effrayer

https://www.sciencesetavenir.fr/decouvrir/tele-cinema/nosedive-une-societe-regulee-par-des-notes-dans-la-serie-black-mirror 110733

Par Iris Joussen le 23.02.2017

Black Mirror est une série d'anticipation sur les nouvelles avancées technologiques et les risques inhérents de cellesci sur notre société. Sciences et Avenir décrypte les épisodes de la saison 3. Episode 1 ici.

Et si votre statut social dépendait de la note que votre entourage vous accorde ? Le premier épisode de la saison 3 "Nosedive" de la série dystopique Black Mirror raconte l'histoire de Lacie, une jeune femme vivant dans un système de notations qui régule la société. Chacun doit plaire aux autres pour augmenter sa moyenne globale sur un réseau social... Une note élevée donnant plus de privilèges (accès à la première classe dans les avions, meilleures voitures de location, ou encore des prêts bancaires aux meilleurs taux). Alors que l'héroïne cherche à progresser socialement, une succession de faux pas l'entraînera loin de son but. Le concept est inquiétant. Pourtant, la pratique a de tout temps existé, à la nuance près que cela n'était pas visible depuis nos écrans...

Etre jugé selon ses aptitudes personnelles, professionnelles et sentimentales

La réalité est-elle si éloignée de cette fiction? Avec des applications telles qu'Uber, Yelp, TripAdvisor, il est déjà possible d'évaluer de nombreux services... et sur Facebook, Twitter, LinkedIn, chacun s'expose aux like et appréciations même si ce qui s'affiche est encore contrôlé par l'utilisateur. D'autres interfaces, moins connues, sont fondées sur le principe de la notation : Lulu, permettant aux filles de noter leurs ex ou encore Note2be pour évaluer ses professeurs - qui avait été condamnée en 2008 pour une collecte des données non conforme à la réglementation. Mais encore plus troublante est Peeple, une application disponible qu'aux Etats-Unis pour le moment, dont le principe est d'émettre des avis (positif, négatif ou neutre) sur son entourage (disposant d'un compte) d'un point de vue personnel, professionnel et sentimental. Une version soft de surcroît puisque la version initiale prévoyait de pouvoir noter (sur cinq étoiles) n'importe quelle personne dont on connaît le numéro de téléphone, même non inscrite sur Peeple, d'après la revue Engadget. Dans cette variante édulcorée, les critiques ne sont publiées qu'avec l'accord de la personne ciblée. Mais attention, une future version payante prévoit de permettre à ceux qui y auront souscrit de voir les avis négatifs de tout le monde.

"L'être humain a toujours eu besoin d'être évalué socialement à travers la notion de réputation"

Un épisode tout à fait plausible donc. La technologie prend-elle l'ascension sur l'humain ou n'est-elle qu'une pratique ancestrale "sophistiquée" ? Dominique Pécaud, sociologue, professeur des universités et directeur d'une plateforme de recherche sur "les hommes et la technologie", recontextualise : "Ce système de notation a toujours existé. Comment définir une personne par rapport à une autre? Pour y répondre, l'humain a besoin de cette évaluation sociale à travers la notion de réputation. Dans la Grèce Antique, cela était primordial pour se situer dans la société. Et le maniement de la rhétorique en était l'outil principal d'évaluation. Les prises de paroles sur l'Agora attribuaient des classements implicites. A Rome, cela prenait même la forme de véritables joutes oratoires. Aujourd'hui, on passe son temps à se mettre en avant avec son portable. La différence ? Nous utilisons une machine".

Sauf que dans Nosedive de Black Mirror, l'on dépasse la sphère privée car tous les aspects de la vie sont régulés par ces notes. Pas si étonnant pour le sociologue : "Hannah Arendt avait déjà défini la "modernité" comme l'enchevêtrement des vies publique et privée. L'on supporte de moins en moins l'anonymat et l'on s'expose plus dans l'espace publique. De l'autre côté, les Etats collectent davantage d'informations sur les citoyens. Dans cet épisode, l'on voit que ces données vont introduire de nouvelles règles". A l'instar du gouvernement chinois qui veut collecter les données personnelles de tous ses concitoyens pour les évaluer et leur attribuer une note de confiance qui conditionnera leur accès à certains services.

De l'appartenance du pouvoir

Pour Dominique Pécaud, cette fiction consacre un système du pouvoir venant du bas - déjà observable - et non plus du haut : "Il y a 50 ans, les sociologues parlaient déjà du "pouvoir du guichetier" car le pouvoir effectif appartient à ceux qui ont le plus de contact avec la réalité. D'une part, les lois ne peuvent pas prendre suffisamment en compte la réalité des choses alors qu'on est tout le temps dans un système dynamique. D'autre part, la multiplication des règles

conduit à ce qu'elles soient de moins en moins appliquées. D'où le développement de "simulacres" dans le sens où même si des critères sont établis, l'évaluateur ne peut "objectiver" une compétence, ce sera toujours son choix, sa décision". L'inverse du système kafkaïen déshumanisé où les règles ont supplanté les consciences individuelles. Black Mirror propose une vision où chacun est déterminé par le cumul de choix individuels, avec tous les aléas liés à la subjectivité que cela induirait.

Comment les réseaux sociaux accentuent l'enfermement dans ses idées

Par William Audureau Publié le 24 avril 2018 sur Lemonde.fr

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/04/24/comment-les-reseaux-sociaux-accentuent-l-enfermement-dans-ses-idees 5289874 4408996.html

Internet et les réseaux sociaux sont-ils des machines à enfermer les internautes dans leurs propres certitudes ? Cette question, posée dès 2011 par le penseur du Web Eli Pariser dans son ouvrage The Filter Bubble : What The Internet is Hiding from you (Les bulles filtrantes : ce qu'Internet vous cache, non traduit), est aujourd'hui au cœur de la réflexion de nombreux chercheurs du Net.

Lundi 23 avril à la Cité internationale de Lyon, où se tient jusqu'au vendredi 27 la prestigieuse conférence annuelle itinérante des professionnels d'Internet, The Web Conference, la polarisation des idées et des débats sur les réseaux sociaux a fait l'objet d'une demi-journée d'étude mêlant ingénierie du Web et psychologie sociale. Baptisée « Polarization on social media », elle a été présentée par un groupe de chercheurs en informatique de Helsinski (Finlande), Kiran Garimella, Aristides Gionis, et Michael Mathioudakis, et un ingénieur au centre de recherche informatique du Qatar, Gianmarco De Francisci Morales.

A l'origine de ces interrogations, le constat désormais très répandu qu'au lieu d'amener les internautes à échanger leurs points de vue et bâtir des théories nuancées, utopie qui a porté la démocratisation d'Internet dans les années 1990, l'émergence des réseaux sociaux et des algorithmes de recommandation a au contraire amené une radicalisation des points de vue, une exacerbation des tensions en ligne, et une impossibilité chronique à se faire entendre et respecter.

Une vieille question de psychologie sociale

Cette impasse démocratique, remarquent les chercheurs, est loin d'être une invention du Net. La question de la formation des opinions dans un contexte social a donné naissance dès les années 1950 au concept de dissonance cognitive, du psychologue Leon Festinger, qui décrit l'état de désarroi et les stratégies d'évitement face à des opinions contraires aux siennes.

Par ailleurs, la recherche n'a pas attendu l'âge d'or de la collecte de données sur Internet pour tenter des approches quantitatives. Dans un article de 1974, « Reaching a Consensus », le statisticien américain Morris DeGroot observe déjà que les individus tendent à se conformer progressivement aux opinions émises par leurs semblables (de sexe, de couleur de peau, de religion...), même s'ils n'ont aucune connaissance de leur véracité. Ce phénomène est connu sous le nom d'homophilie, l'attirance de la similarité. « Un modèle basique, qui ne rend pas encore compte des logiques de polarisation », nuance Gianmarco De Francisci Morales.

En 2000, dans Mixing Beliefs among Interacting Agents, les chercheurs Deffuant, Neau, Amblard et Weisbuch arrivent à une conclusion plus fine : un individu moyen n'adapte ses jugements que si les opinions auxquelles il est confronté n'en sont pas trop éloignées. « C'est l'idée que si quelque chose est trop éloigné de ce à quoi je crois, je ne vais même pas lui accorder mon attention », résume Gianmarco De Francisci Morales.

L'importance du groupe

De nombreux phénomènes consistant à protéger et maintenir une sorte de zone de confort intellectuel sont ainsi décrits, comme le biais de confirmation (consistant à privilégier les informations favorables au renforcement de ses idées). Michael Mathioudakis donne l'exemple concret des journaux et chaînes d'opinion : un électeur démocrate regarde davantage CNN que Fox News, et inversement pour un militant républicain.

Ces biais individuels se retrouvent par ailleurs renforcés par le collectif. Le juriste et philosophe américain Cass Sunstein a théorisé en 2002 la loi de la polarisation de groupe, selon laquelle « un groupe d'individus tend à prendre des décisions plus extrêmes que les inclinations naturelles de ses membres ».

Cette gymnastique de l'opinion tient pour beaucoup à la nature des raisonnements employés : l'intuition, l'argumentation a posteriori, la persuasion et l'influence sociale jouent un rôle plus important que la logique et la réflexion individuelle, note Gianmarco De Francisci Morales. « Même quand on a au départ des opinions peu affirmées, plus on interagit avec son environnement social, plus celles-ci se renforcent. »

La responsabilité des algorithmes de personnalisation

Alors, quelle est la part de responsabilité des sites et services Internet ? S'ils ne sont pas à l'origine des logiques de polarisation, ils la favorisent néanmoins de par leur fonctionnement, expliquent les chercheurs – et ce volontairement, car ils y trouvent un intérêt. Michael Mathioudakis fait mine de s'interroger :

« Les plateformes étant au courant des opinions des utilisateurs et cherchant à maximiser leur satisfaction, quel contenu vont-elles leur montrer ? Pourquoi leur montrer du contenu dissonant ? »

Souvent résumée à Facebook, la fameuse bulle de filtre naît ainsi dès l'apparition du moindre algorithme de personnalisation, que ce soit sur un moteur de recherche comme Google, une plateforme de commerce en ligne comme Amazon ou de vidéos comme YouTube.

Ce phénomène est toutefois renforcé sur les réseaux sociaux, parce que les plateformes renvoient leurs utilisateurs non pas vers des produits ou des informations mais vers des personnes similaires, réenclenchant des logiques de groupe.

L'effet social décuplé de Facebook

L'effet est particulièrement notable sur Facebook et Twitter. Dans un article de 2018 qu'il a cosigné, « Political Discourse on Social Media : Echo Chambers, Gatekeepers, and the Price of Bipartisanship », Michael Mathioudakis observe que si le modèle de recommandation de contenus de Facebook fonctionnait de manière aléatoire, l'exposition à des idées variées serait totale.

Mais dans les faits, celle-ci est très limitée, et le premier et principal vecteur de réduction de l'éventail d'idées est le réseau de contacts. « Sur Facebook, note-t-il, la polarisation opère davantage par les amis [the network] que par algorithme ».

Dans un second temps, les contenus suggérés par la plateforme elle-même, puis choisis par l'utilisateur accentuent un peu plus encore l'exposition à un seul type d'opinion, et l'enfermement dans un type d'idées. Mais c'est l'effet de groupe qui joue le rôle le plus important.

Renverser une opinion

Pour autant, l'effet polarisant des réseaux sociaux peut également être renversé, même si cela ne se fait pas sans casse. Il s'agit du « backfire effect » étudié par Redlawks, dans un article de 2010 intitulé « The Affective Tipping Point : Do Motivated Reasoners ever "Get it ?" ».

Ses conclusions sont étonnantes, car, à court terme, la contradiction peut produire un effet contre-productif, relève Gianmarco De Francisci Morales :

« Quand on expose des militants à des informations négatives sur une personne proche de leurs idées, au début, cela renforce leur sympathie pour cette personne. Mais à partir d'un certain nombre d'informations négatives, ils finissent par changer d'avis.

La chute-éclair de Peeple, un projet d'application pour noter tout le monde

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/10/06/la-chute-eclair-de-peeple-un-projet-d-application-pour-noter-tout-le-monde 4783752 4408996.html

Peeple devait à l'origine permettre de noter et de commenter ses connaissances. Face aux critiques, ses conceptrices viennent d'effectuer une spectaculaire marche-arrière.

Le Guardian le qualifie de « réseau social le plus détesté de l'année ». Et pourtant, il n'existe pas encore. Peeple devait être l'application « qui vous permet de noter et de commenter les gens avec lesquels vous interagissez », pouvait-on lire sur son site il y a quelques jours. A présent, celui-ci a été remplacé par une page d'accueil quasiment vide, et ses comptes Facebook et Twitter ont été purement et simplement supprimés.

Arroseuse arrosée, en quelque sorte, l'application a été soudainement placée sous le feu des projecteurs et surtout, sous celui, nourri, de ses nombreux détracteurs. Prévue pour sortir fin novembre, Peeple a commencé à faire parler d'elle la semaine dernière, en des termes peu élogieux : « horrible », titre le magazine Fortune, « terrifiant » estime le Washington Post, « aussi méchant que ça en a l'air », assure Business Insider.

De la même manière qu'on note les restaurants, les hôtels ou tout type de produit de consommation, les deux créatrices de l'application, la Canadienne Julia Cordray et l'Américaine Nicole McCullough, proposaient d'évaluer les gens. Sur une échelle de cinq étoiles et dans trois catégories : « personnel », « professionnel » et « amoureux ». Avec cette philosophie en toile de fond, telle qu'elle était décrite sur le site :

« L'application Peeple nous permet de mieux choisir qui nous embauchons, avec qui nous travaillons, sortons, devenons voisins, colocataires, nos propriétaires, les professeurs de nos enfants. Il y a une infinité de raisons pour lesquelles nous voudrions pouvoir vérifier les références des gens qui nous entourent. »

« Vous pourrez vous défendre publiquement »

Concrètement, le projet initial de Peeple nécessitait de détenir un compte Facebook pour pouvoir y publier du contenu en son nom. Ensuite, il était possible pour les utilisateurs de l'application de noter et de commenter d'autres internautes... Même ceux n'étant pas inscrits sur la plateforme, à condition de détenir leur numéro de téléphone. Ceux-ci devaient alors recevoir un SMS leur indiquant qu'ils avaient reçu un commentaire – mais n'avaient aucune possibilité de l'effacer. Une « fonctionnalité » vraisemblablement illégale, notamment dans les pays européens, où toute personne dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations le concernant.

Ces conditions ont affolé de nombreux internautes. Plus de 40 000 tweets, pour la plupart rageurs, ont été publiés en moins d'une semaine, des comptes Twitter et des groupes Facebook ont été spécialement créés pour dénoncer l'application et une pétition — au succès mitigé — a été lancée pour réclamer son interdiction sur l'App Store et Google Play. Certains ont même soupçonné un canular, comme le site Snopes, chargé de démonter les rumeurs. Une des deux créatrices de l'application, Julia Cordray, a affirmé avoir été la cible non seulement d'insultes, mais aussi de menaces de mort.

Face à cette levée de boucliers, les deux femmes ont insisté sur les « garde-fous » mis en place sur Peeple. Par exemple, si les commentaires positifs sont immédiatement publiés, les plus négatifs (deux étoiles ou moins) doivent être envoyés par messages privés aux personnes concernées, qui ont 48 heures « pour en discuter avec l'utilisateur ». Mais ensuite, « si vous n'avez pas réussi à transformer le négatif en positif, le commentaire sera mis en ligne et vous pourrez ensuite vous défendre publiquement ».

Elles indiquent aussi l'existence d'une « note de positivité », qui augmente si l'utilisateur publie davantage d'évaluations positives. Enfin, les commentaires sont supprimés au bout d'un an, car « nous savons que vous évoluez et devenez meilleurs ».

Spectaculaire marche-arrière

Mais cela n'a pas suffi à calmer les esprits, bien au contraire. Si bien que dimanche 4 octobre, les créatrices de l'application ont effectué une spectaculaire marche-arrière, vidant de sa substance l'application telle qu'elle était pensée à l'origine. Dans un billet publié sur le réseau social LinkedIn, intitulé « Je suis devenu un trending topic pour les mauvaises raisons », Julia Cordray assure que l'application « est réelle, mais pas telle qu'on l'a décrite » :

« Cela a toujours été une application positive. Peeple ne sera pas un outil permettant de dire aux autres personnes à quel point elles sont horribles. En fait, c'est exactement l'inverse. (...) Peeple se concentre sur le positif, et SEULEMENT LE POSITIF. (...) Vous ne serez PAS sur notre plateforme sans votre permission explicite. (...) Il n'y a aucun moyen de faire des commentaires négatifs. En bref, si vous ne dites pas clairement "j'approuve cette recommandation", elle ne sera pas visible sur notre plateforme. »

Dans la foulée, les comptes Twitter et Facebook de l'application ont été supprimés et le site a été difficile d'accès pendant quelques heures, alimentant la théorie du canular. Celui-ci a été remis en ligne, mais dans une version très épurée : seule subsiste une page d'accueil avec le logo de l'entreprise et une phrase : « Rejoignez la révolution positive #oct12 ». Dans un e-mail envoyé à la BBC, Julia Cordray, qui confirme que le lancement de l'application est toujours prévu fin novembre, précise que les deux femmes seront invitées dans un talk-show le 12 octobre et « présenteront leur concept au monde ».

Un concept qui s'annonce finalement relativement classique : le réseau social professionnel LinkedIn, par exemple, permet déjà de recommander des personnes, et des sites comme Klout évaluent déjà les internautes, en se fondant sur leur popularité sur les réseaux sociaux. Qui plus est, si l'utilisateur garde le contrôle de ce qui est publié sur lui, Peeple ne propose donc pas de grande nouveauté par rapport aux nombreux outils d'autopromotion existant sur Internet, au premier rang desquels Twitter et Facebook.

Peeple rejoint ainsi la longue liste des applications de notation contestées – et plus ou moins oubliées – comme Lulu, qui permet aux femmes de noter les hommes, ou encore le Français Note2be qui, en 2008 déjà, avait déclenché la polémique en permettant d'évaluer les professeurs.

Nul ne sait quel sort attend Peeple, qui a bénéficié d'un coup de projecteur hors du commun à quelques semaines de son lancement. Que cette mauvaise publicité lui soit finalement favorable ou non, une chose est sûre : Peeple a déjà fait beaucoup de bruit pour rien.

«L'évaluation, une obsession»

par Cécile Daumas — 16 janvier 2013 – interview de Bénédicte Vidaillet, psychanalyste

https://www.liberation.fr/societe/2013/01/16/l-evaluation-une-obsession_874507

L'évaluation n'est pas qu'une méthode de management, c'est devenu un mode d'organisation qui s'est propagé dans tous les secteurs d'activité, du jeu télévisé à l'action politique. Psychanalyste, maître de conférences en sciences des organisations à l'université de Lille-I, Bénédicte Vidaillet vient de publier Evaluez-moi ! (1), essai sur la nouvelle obsession du siècle.

L'évaluation est une méthode utilisée depuis longtemps. Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?

En trente ans, cette pratique s'est diffusée dans toutes les organisations. Pas seulement dans les entreprises, mais aussi dans le secteur public, l'université, les associations, la santé... L'évaluation est partout. A l'hôpital, les services d'urgence commencent à être évalués selon le temps d'attente. Un voyant rouge signale aux soignants leur retard en temps réel. Les agences de notation égrènent l'actualité de leurs verdicts. Selon une enquête réalisée en France auprès de salariés d'entreprises de plus de 50 personnes, 73 % des gens interrogés disent avoir «un retour sur leur performance individuelle». L'action politique est aussi concernée. En 2007, le président Sarkozy impose à chaque ministère des feuilles de route avec des objectifs ciblés et mesurés. Ce qui n'était autrefois qu'un repère parmi tant d'autres est devenu le moteur central des organisations dont tout découle : objectifs, budgets, primes, évolution de carrière, etc.

Pourquoi une telle prolifération?

L'idéologie de l'évaluation ne se développe pas à notre insu. Globalement, tout le monde se plaint de la méthode qui engendre pression, stress et compétition voire triche et contre-performances. Nous sommes conscients des effets pervers mais paradoxalement, nous en redemandons. En fait, nous voulons être évalués et nous souhaitons également évaluer. Même quand nous ne connaissons pas le domaine ou n'avons pas été formés spécifiquement, nous nous sentons légitimes de donner notre avis. Des émissions de télé qui sollicitent le vote des téléspectateurs aux enquêtes de satisfaction des clients, nous sommes tous susceptibles de juger. L'évaluation est devenue une obsession.

Comment s'explique une telle adhésion?

L'évaluation fait une promesse aux gens. Dans des organisations du travail toujours plus floues, flexibles et polyvalentes, elle semble donner des repères, un cadre temporel, elle fixe des objectifs. Dans la grande distribution par exemple, chaque magasin reçoit tous les jours le chiffre de vente rayon par rayon. Cela renvoie à la notion d'épreuve de la réalité de Freud. L'évaluation découpe le travail en une succession d'épreuves qui introduisent objectifs et échéances. C'est l'épreuve du chiffre par jour. Ce fractionnement du travail peut rassurer et pourtant cela induit un changement énorme dans la conception du travail.

L'évaluation donne aussi l'illusion à l'individu de se démarquer...

Dans un milieu du travail de plus en plus individualisé, l'évaluation contient une promesse narcissique : celle de s'améliorer, d'être le meilleur. Il ne suffit pas d'être moyen, il faut exceller, dépasser la norme... Se démarquer des autres. Ne soyons pas naïfs, le rapport à l'autre dans le travail peut être problématique. Nous ne choisissons pas notre collègue et souvent travailler avec autrui déclenche des fantasmes très négatifs, notamment le soupçon qu'il en fasse moins que nous. L'évaluation est donc une façon de le contrôler. D'avoir un droit de regard sur le travail de celui qu'on accuse de ne pas assez travailler. Par l'évaluation, on pense supprimer ce possible voleur de jouissance. Mais le fait d'évaluer crée aussi des modèles pour tous. Sous prétexte d'évaluer, il s'agit en fait de normer, diriger, prescrire, encadrer les comportements en enfermant et en uniformisant les façons de travailler.

L'évaluation séduit car elle est promesse d'une nouvelle vie...

Dans les recrutements sans CV, basés seulement sur des mises en situation - et donc des épreuves - l'individu est évalué sur ce qu'il montre à ce moment-là, sans référence à son histoire, au fardeau de son passé. La meilleure illustration de ce procédé est sans doute l'émission Masterchef. On évalue les candidats sur leurs seules aptitudes à

cuisiner, sans se préoccuper de leur parcours antérieur. Ils passent chaque épreuve comme si à chaque fois, ils renaissaient de leurs cendres. Des petits reportages montrent comment à la fin de ce parcours, les anciens lauréats ont changé de vie, seraient devenus un nouvel homme ou une nouvelle femme à travers l'épreuve. C'est une illusion mais cela fonctionne...

L'évaluation joue également sur le désir...

Par essence, le désir est fluctuant, intermittent, insoluble. Avec l'évaluation, ce côté mystérieux diminue. Le principe même de l'épreuve crée une stimulation extérieure au sujet. On remplace le désir inconstant par un dispositif normé et continu. Mais le paradoxe, c'est qu'on met en place un système de récompense qui tue intrinsèquement le désir. La motivation devient artificielle. Plus vous vous intéressez à ce que vous pouvez tirer comme récompense, moins vous vous intéressez à l'activité elle-même. Car le signal qu'on vous envoie, c'est qu'il faut vous récompenser parce que l'activité en elle-même n'est pas intéressante. Concentré sur l'objectif fixé, on ne répond que sur le court terme. On s'épuise dans une série d'épreuves, on perd le sens de son travail et ça finit par nous rendre malade. L'évaluation ne permet pas de bien travailler. Des expériences le prouvent. Prenez deux groupes d'enfants apprenant à dessiner. Les enfants sans récompense se montrent bien meilleurs, ils apprennent plus vite, s'intéressent à l'activité, développent leur imagination. Ceux avec bonbon à l'appui, se montrent bien plus motivés par la récompense.

L'évaluation permet pourtant une forme de reconnaissance après laquelle courent nombre d'individus ?

C'est en fait une fausse opération de reconnaissance qui ne fait qu'alimenter le besoin de reconnaissance tout en prétendant y répondre. En soi, la reconnaissance est impossible. Selon Lacan, ce qui définit l'humain, c'est un certain «manque à être». C'est une incertitude ontologique. Avoir un nom, une profession, une filiation, donne une place d'où l'on peut agir. Cette place ne répond pas totalement à l'incertitude de l'être mais elle le calme psychiquement. Or, l'évaluation donne non pas des places mais des positions relatives, incertaines où tout se rejoue à chaque épreuve. Plus on est évalué, plus on est dans l'incertitude, moins on est rassuré de la position qu'on nous attribue de manière éphémère. Un cercle vicieux.

Quelle solution?

L'évaluation doit rester un aspect parmi d'autres, elle ne doit pas tout conditionner d'une activité. Les effets pervers sont bien réels : triche, démotivation, problèmes de santé, délitement du collectif, etc. Cette idéologie est nocive pour tous, y compris pour ceux qui détiennent le pouvoir et finissent également par se plaindre de ce qu'elle freine leur action et les dépouille de tout pouvoir réel. Combien de cadres dirigeants déplorent ne plus avoir prise sur des entreprises «pilotées» par les chiffres. Combien de ministres conscients de leur faible pouvoir face au couperet des agences de notation ? Il faut comprendre les mécanismes de séduction de l'évaluation pour ne pas y succomber.

Note2be : l'éducation par la délation ou progrès pour les élèves ?

https://blogs.mediapart.fr/leslie-goldfin/blog/300308/note2be-leducation-par-la-delation-ou-progres-pour-leseleves

article du site de Médiapart, le 30 mars 2008 par Leslie Goldfin

Le site internet Note2be a été fermé par décision de justice. En ligne depuis le 30 janvier, il proposait aux élèves de noter leur professeur en les identifiant, établissement par établissement. Le Tribunal de Grande Instance de Paris a estimé que cet exercice pouvait porter atteinte aux activités d'enseignement, risquant de troubler l'ordre public. Selon la juridiction, la mise à disposition d'un forum de discussion sans modération préalable à la publication ne pouvait pas empêcher l'apparition de dérives polémiques. Stéphane Cola et Anne-François de Lastic, cofondateurs de Note2be, ont décidé de faire appel. Ils estiment que cette décision est inquiétante au regard du principe de la liberté d'expression sur Internet en France, en particulier pour les élèves et étudiants français.

« UN PHÉNOMÈNE INTERNATIONAL »

Au-delà de la satisfaction du principal plaignant (le syndicat SNES-FSU), ce jugement semble être un soulagement pour les enseignants scandalisés par la démarche. Inspiré par RateMyTeacher.com, autre site américain fondé sur le même principe, Note2be désirait implanter en France un phénomène en plein développement en Europe. Il s'agit là d'un argument majeur de Stéphane Cola pour défendre son entreprise à but commercial revendiqué : puisque cela se fait ailleurs, l'idée est forcément bonne et profitable. Pourtant l'innovation de Note2be est nulle. Elle n'est qu'une copie de ce qui se fait déjà. Les entrepreneurs français seraient-ils inaptes à inventer de nouveaux concepts ? Faut-il risquer de provoquer des désordres sociaux pour créer une entreprise rentable ? La réussite de la France dans la mondialisation économique est liée à sa capacité d'inventer des productions originales liées à l'intelligence et au savoir, pas à suivre d'improbables recettes toutes faites.

LIBERTÉ, J'ÉCRIS TA NOTE

La liberté d'expression des élèves est l'autre credo de Note2be. Une curieuse liberté. Sur le fond, un élève ne peut aucunement juger de la pédagogie d'un professeur. Il n'en a ni la capacité, ni l'impartialité, ni l'autorité. Lui faire croire le contraire est pour lui un handicap, une immense perte de temps, voire une manipulation. Le laisser plonger seul dans ce piège - si son environnement social ne lui permet pas d'être éclairé sur l'inutilité d'un tel agissement - est un danger. Estimer qu'un individu non encore formé peut remettre objectivement en cause le travail d'une personne qui doit justement lui apporter le savoir est un mensonge. En quelque sorte, l'élève se tire lui-même vers le bas en remettant en cause les piliers des moyens du savoir collectif mis à sa disposition. Apprendre est la seule réelle liberté d'un élève. Apprendre afin de devenir un individu éveillé, capable de penser par lui-même, capable de réaliser la destinée de son choix. Cette liberté peut même s'exercer dans l'adversité d'un professeur qui serait médiocre. Peu importe : c'est même la base du savoir-vivre ensemble, qui n'a jamais rendu impossible un enseignement de qualité sur le long terme. Sauf à croire que tous les professeurs ne savent pas faire leur travail ou que ce dernier doit être remis en cause de manière globale. Ce débat se greffe sur un autre, bien plus ancien. L'école doit-elle être un lieu investi par les entreprises au point de n'avoir pour objectif plus que la formation de techniciens ? Ou doit-elle miser sur la formation des esprits pour que chacun puisse trouver son épanouissement dans le monde ? Un système de notation des professeurs rabaisse l'élève au rang de vulgaire consommateur qui en voudrait pour son argent. La qualité de l'enseignement est un élément. La pédagogie un autre. Mélanger les deux, croire que le premier est de nature mauvaise et douteuse est la définitive mise sous tutelle du second.

LE SECOURS DE JACQUES ATTALI?

Les cofondateurs de Note2be citent le rapport Attali sur la croissance pour soutenir leurs vues. Il est vrai que l'actuel conseiller du président a proposé une évaluation constante de la pédagogie. Gageons que celle-ci puisse être utile à un autre niveau éducatif, supérieur, par exemple dans les grandes écoles, très proches des entreprises et de leur réalité concurrentielle. Pour autant, dans son ouvrage Une brève histoire du futur, Jacques Attali met longuement en garde contre une surveillance généralisée qui pourrait naître dans une société en déliquescence, dans laquelle les individus se contrôleraient eux-mêmes. Faire noter les professeurs par leurs jeunes élèves d'une telle manière, sans distanciation ou objectivité est bien entendu le reflet de la pire des surveillances, inculquée le plus tôt possible, instaurant une concurrence malvenue et contre-productive. Cette surveillance verrait les données personnelles de

personnes livrées au public. Lisons les précautions d'usage du site Note2be à ce sujet : « En justifiant de votre identité, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de complément, de mises à jour ou de suppression des données à caractère personnel vous concernant qui sont inexactes, incomplètes, équivoques ou périmées, que vous pouvez exercer à tous moments. Vous disposez également d'un droit d'opposition à ce que des données à caractère personnel vous concernant fasse l'objet d'un traitement dans ce contexte, et ce pour des motifs légitimes, que vous pouvez exercer à tous moments. Vous pouvez exercer ces droits en adressant une lettre par voie postale (...) » Voyons la logique, même si un professeur ne peut être mal jugé par un élève, puisqu'il ne peut pas l'être sauf à croire à un magnifique détournement du sens commun et renversement de la logique la plus élémentaire. Ce texte indique qu'il peut bien avoir des données compilées inexactes, incomplètes, équivoques, périmées. La personne jugée doit justifier son identité pour avoir le droit d'accéder à ses propres données pour ensuite pouvoir apporter un motif légitime pour les modifier. Un long parcours! Qui contrôlera cette machine, cette bureaucratie? Sur le sujet de la protection des informations personnelles, la CNIL a été saisie et traite le dossier.

PUBLIC ENNEMI

Ainsi, un organisme privé, extérieur, se donne le droit d'interférer avec la chose publique pour imposer par défaut son idéologie. Le principe est déjà-vu dans l'administration avec des sociétés privées coûtant cher au contribuable, dédiée notamment à la surveillance des fonctionnaires. Loin d'économiser quelque gâchis ou perte de temps, aucune étude ou démonstration scientifique ne prouve que la facturation de ces sociétés ne soit pas supérieure au prétendu gain engendré... Récemment, le gouvernement lui-même s'est vu imposer un cabinet en conseil notant les ministres. Peu de personnes ont réagi à cette imposture : derrière cette innocente démarche, l'idéologie de décisions quantifiables et prévisibles réduit la politique au niveau zéro et assimile l'action publique à de la vulgaire gestion. Les détracteurs de Note2be décrient souvent une idéologie libérale qui serait attachée à telle activité. Ils ont à la fois raison et tort. Raison de croire en l'avènement d'un risque sérieux pour la société, celui de s'atomiser au niveau d'un individu, devenu policier de lui-même, objet parmi d'autres. Tort parce que cela n'est pas libéral. Le libéralisme repose sur trois piliers : liberté, responsabilité et propriété. Note2be ne rend pas libre les élèves, il les enferme dans un comportement qui les fait oublier leur nature d'êtres apprenant pour devenir des être jugeant, consommant et remettant en cause sans cesse l'éducation. Note2be ne rend pas les élèves responsables. Il ne leur apprend ni le civisme, ni la patience, ni la compréhension. Note2be est-elle une entreprise socialement responsable ? Elle peut selon la Justice désordonner la société. Note 2 be ne vend pas de produit utile pour la vie des élèves ou leur développement. Quelle pédagogie apportet-elle? Quel métier peut-on apprendre sur Note2be? Surveillant de prison? Voilà qui serait une insulte pour ce métier. A moins qu'on ne parle du panoptique de Jérémy Bentham, philosophe utilitariste, qui a voulu créer cette prison à l'architecture parfaite pour la surveillance totale et aisée des détenus. Note2be milite pour cela : une prison qui réussirait à transférer la surveillance de l'Etat à l'individu, sans lui donner de contrepartie par exemple dans l'élévation sociale. Le poids sur chacun n'en est que plus fort. Note2be n'est au final propriétaire que de son idéologie allant à l'encontre du sens commun. On attendait mieux pour les élèves.

DES RÊVES ÉTRANGES

Qui se souvient d'avoir voulu noter ses professeurs ? Les dirigeants de Note2be affirment avoir réalisé leur rêve d'élève grâce à ce site internet. Le souvenir qui semble le plus normal est davantage la peur d'avoir soi-même une mauvaise note. Voilà le jugement qui importait : l'estime qu'on pouvait avoir de soi, le respect que l'on se portait lorsqu'on faisait de plus ou moins bon travail. Le domaine de la remise en cause de la qualification du professeur était souvent réservé aux cancres, qui n'hésitaient pas à dire le prof est nul pour justifier quelque manquement, absence de travail ou inadaptation au système. Aujourd'hui, puisse les élèves réaliser que ce sont bien à eux de défendre leurs professeurs. A eux de réaliser que cette démarche-là ne peut que nuire d'une part à la qualité de l'enseignement qu'ils recevront, mais aussi à l'idée que la société (et le monde) se fait de leur droit à être libres.

Remèdes aux mensonges et autres idées reçues - Supprimer les notes, est-ce tromper les élèves ?

Antidote n°6, par Pierre Merle

http://www.cahiers-pedagogiques.com/Supprimer-les-notes-est-ce-tromper-les-eleves

Évaluer n'est pas noter, car noter n'est pas tant évaluer que classer, sur une base imprécise et aléatoire. C'est aussi sur les objectifs de l'évaluation et sur ses effets sur les élèves qu'il faut s'interroger, pour une véritable « révolution scolaire ».

« Ce n'est pas une bonne idée de supprimer les notes. C'est absolument indispensable d'avoir des points de repère (...). Casser le thermomètre ne sert absolument à rien. » Luc Ferry, RTL, 9 octobre 2012

C'est une idée répandue : supprimer les notes aboutirait à tromper les élèves. Parmi d'autres, l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, défend cette position. Il existe au moins cinq bonnes raisons pour considérer que ce n'est pas supprimer les notes qui aboutit à tromper les élèves mais, bien au contraire, garder celles-ci.

Première raison

D'abord, les notes mesurent de façon très imprécise les compétences des élèves. Pour la majorité des élèves notés entre 7 et 13, la différence réelle de compétences est imprécise et variable selon le correcteur. Toutes les études de multiples corrections (plusieurs correcteurs corrigent les mêmes copies), avec ou sans barème, aboutissent à ce résultat indiscutable [1]. Il est donc illusoire de considérer que la note constitue un « thermomètre » qu'il faudrait à tout prix préserver. L'imprécision de la notation a de multiples origines longuement étudiées, notamment l'ordre de correction des copies. Après une bonne copie, le correcteur note plus sévèrement la suivante. Après une mauvaise copie, l'effet inverse est constaté.

- « Il ne s'agit plus maintenant de former un petit nombre de cadres compétents pour encadrer, diriger de grandes masses d'ouvriers ou de gens peu spécialisés, mais disciplinés. Il faut maintenant diffuser au contraire les compétences. Il faut qu'un maximum d'individus puissent prendre des initiatives (...). L'évaluation ne nécessite plus de classer les élèves, mais consiste simplement à savoir si chaque individu a atteint ou non l'objectif. » Jean Cardinet, L'histoire de l'évaluation scolaire des origines à demain, IRDP (Recherches), 1991.
- « Contrairement aux idées reçues, [la note] entretient la médiocrité : un mauvais devoir est « payé » d'une mauvaise note et tout le monde est quitte ! Quand il faudrait, au contraire, accompagner l'exigence et favoriser le dépassement. » Philippe Meirieu, sur le site Pan à la note !, 2008.

Deuxième raison

Les recherches sur la notation ont montré l'existence de biais sociaux de notation. Il s'agit d'erreurs systématiques de notation des professeurs liées, lorsqu'elles sont connues, aux informations extrascolaires relatives aux élèves. Les professeurs sont influencés, inconsciemment, par le sexe de l'élève, un redoublement éventuel, son âge, son origine sociale, son niveau scolaire, les notes déjà mises à l'élève, le niveau de la classe, de l'établissement... Depuis un demi siècle, toutes les études, tant psychologiques que sociologiques, ont confirmé l'existence de ces biais sociaux de notation autant au collège qu'au lycée.

Troisième raison

Dans certains discours, la notation serait indispensable à la motivation. Cette idée est diffusée surtout par les anciens bons élèves! Les plus de 100 000 élèves sortis sans diplôme du système éducatif n'ont pas du tout été motivés par la suite continue de mauvaises notes recueillies au cours de leur brève scolarité. La bonne note encourage et motive; la mauvaise décourage. Sur ce sujet, les recherches convergent: les mauvaises notes créent une image scolaire de soi négative, favorisent une résignation acquise, un sentiment d'incompétence, et constituent un handicap dans le processus d'apprentissage. Pour les meilleurs élèves, les effets globaux de la note ne sont pas forcément positifs: la compétition scolaire favorise l'individualisme égoïste et des comportements antisociaux [2]. Être parmi les premiers devient parfois l'objectif prioritaire.

Quatrième raison

Certains affirment que les élèves veulent savoir où ils se situent par rapport aux autres. Cette demande est surtout présente chez les meilleurs élèves. Les autres élèves, ceux qui sont en difficulté, ne manifestent pas une telle demande. Ils ont bien davantage la crainte, voire la honte, des dernières places. Cette obsession du classement exerce des effets négatifs. En France, l'amour de l'école est faible et l'anxiété scolaire élevée. Elle concerne les élèves en difficulté mais aussi les meilleurs élèves, trop souvent prisonniers, tout comme leurs parents, par une sorte d'obsession des notes. Pour augmenter ou seulement assurer leurs résultats, même les bons élèves sont parfois amenés à tricher [3]. Un système d'évaluation, source de tricherie en raison de la peur de l'échec et/ou de la vénération des premières places, pose problème pour l'école et aussi pour la société : tricher devient un comportement normal.

Cinquième raison

Enfin, un discours affirme que la notation permet d'apprendre. De fait, les professeurs sont souvent confrontés à cette question des élèves : « ce travail sera-t-il noté ? » et, en l'absence de note, le travail fourni est souvent réduit. Déduire de cette situation scolaire que la note est nécessaire aux apprentissages revient à confondre la cause et la conséquence. La note indique à l'élève ce qui est essentiel et ce qui est accessoire, mais les élèves travaillent seulement pour obtenir une bonne note ou éviter une mauvaise. Après le contrôle, qu'il soit réussi ou raté, le travail d'oubli fait rapidement son œuvre. Focalisés sur les notes, les élèves s'intéressent moins à la connaissance ; pire, ils s'en détournent. Inversement, dans les systèmes éducatifs où les notes sont rares, les élèves apprennent davantage pour d'autres motifs : intérêt, curiosité, passion.

Par ailleurs, l'essentiel de nos connaissances et compétences - faire du vélo, nager, parler, être attentif à autrui, etc. - n'ont pas été apprises à l'école, avec des notes, mais de façon diffuse, lors de la socialisation familiale, au contact des amis, des pairs... Les réels moteurs de l'apprentissage sont l'intérêt, un projet professionnel, les conseils des autres... non les notes.

Révolution scolaire

Que conclure sur les notes ? Elles exercent des effets négatifs, notamment sur les élèves moyens et en difficulté. Ces raisons sont suffisamment bien établies par les recherches pour promouvoir d'autres formes d'évaluation des élèves, principalement une évaluation par compétences. Celle-ci est plus précise pour les élèves, favorise les progrès scolaires et nécessite de construire d'une nouvelle façon les séquences d'apprentissage compte tenu d'une définition plus rigoureuse des connaissances et compétences à maitriser.

C'est une forme de révolution scolaire. C'est la raison pour laquelle elle suscite tant d'oppositions résolues par les partisans de l'immobilisme tournés vers le passé. Ils seraient surpris d'apprendre que la note n'a pas toujours existé dans l'école française. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les notes étaient absentes du quotidien de la classe aussi bien dans les écoles, collèges et lycées! Dans une partie du système scolaire prédominait même une forme rudimentaire d'évaluation par compétences [4].

Pierre Merle - Professeur de sociologie, ESPE de Bretagne



L'évaluation en classe

Hors-série n°39 - avril 2015
Une plongée dans les archives des
Cahiers pédagogiques, où l'on trouve
des textes passionnants sur l'évaluation
et où l'on voit que les débats d'hier sont
encore bien vivants aujourd'hui! Le
débat est loin d'être enterré et ne se
résume pas à « note ou pas note ? ».

L'évaluation en classe - Dossier coordonné par Richard Étienne et Raoul Pantanella